

AMÉRIQUE LATINE: GOOD BY INDUSTRIE, HELLO STAGNATION¹

Pierre Salamaⁱ

Profesor Emérito de la Universidad París XIII

psalama@wanadoo.fr

RESUMEN

América Latina no ha experimentado un milagro económico. La reprimarización de sus economías condujo a una mayor vulnerabilidad y acentuó la desindustrialización temprana. La pobreza ha disminuido, esta es una medida absoluta, lo que significa que podría haber desaparecido, pero los ingresos relativos de los estratos medio-bajo y medio han disminuido, causando frustración con el tiempo. Las categorías más ricas se hicieron más ricas y cuando llegó la crisis, los partidos progresistas fueron designados con mayor facilidad como chivos expiatorios porque habían negado el enriquecimiento de los más ricos y el relativo empobrecimiento de una gran parte. Clases medias, y que fueron afectados, como otros partidos, por la gangrena de la corrupción. El presente es preocupante, ¿son mejores las perspectivas de futuro? La respuesta no es optimista a menos que...

PALABRAS CLAVE: Industria, reprimarización, empleo, producto interno bruto, progresismo

RESUME

L'Amérique latine n'a pas connu de miracle économique. La reprimarisation de leurs économies a entraîné une plus grande vulnérabilité et a accentué une désindustrialisation précoce. La pauvreté a diminué – il s'agit d'une mesure en terme absolue, ce qui signifie qu'elle aurait pu disparaître – mais les revenus relatifs des couches moyennes-basses et moyennes ont baissé, suscitant à terme une frustration. Les catégories les plus riches se sont enrichies et quand la crise est arrivée, les partis progressistes ont été d'autant plus facilement désignés comme boucs émissaires qu'ils avaient niés l'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement relatif d'une grande partie des couches moyennes, et qu'ils étaient atteints, à l'égal des autres partis, par la gangrène de la corruption. Le présent est préoccupant, les perspectives futures sont elles meilleures? La réponse n'est guère optimiste sauf si.

MOTS CLÉS: Industrie, emploi, reprimarisation, produit intérieur brut, progressisme

Les pays latino-américains sont plus ou moins différents mais ont des caractéristiques communes. Certains ont une population importante (le Brésil avec 207 millions d'habitants, le Mexique avec 132 millions), à l'inverse d'autres, comme l'Uruguay ou les pays d'Amérique centrale, sont relativement peu peuplés. Le PIB par tête est élevé au Brésil, en Argentine, au Mexique (entre le quart et le tiers de celui des Etats-Unis) *etc.*, un peu moins en Colombie et au

¹ Recibido 2/XII/2019 - Aceptado 1/I/2020

Pérou, beaucoup moins dans d'autres. Certains pays sont riches en ressources naturelles, d'autres beaucoup moins. Enfin les populations n'ont pas toutes la même origine, davantage européenne dans le cône sud de l'Amérique latine, davantage d'origine indienne dans les pays andins, en Amérique centrale et au Mexique ou d'origine africaine dans d'autres pays comme le Brésil, dans les Caraïbes. Leurs histoires ne sont pas exactement les mêmes ainsi que leurs luttes pour leurs indépendances respectives. Ils ont cependant de nombreux points communs qui constituent en quelque sorte les 7 plaies de l'Amérique latine.

1/ Ce sont des pays profondément inégalitaires et ceux qui l'étaient moins (Argentine, Chili...) le sont devenus ces trente-quarante dernières années. La distribution des revenus est beaucoup plus inégalitaire que celle des pays avancés. Pire, après impôts et transferts sociaux, alors que le Gini - indicateur des inégalités - baisse de dix à quinze points sur une échelle de 1 à 100 dans les pays avancés -, sa réduction en Amérique latine est seulement de deux points. Aucun des pays n'a mis en place une réforme fiscale qui permettrait une réduction des inégalités. La fiscalité est régressive et les transferts sociaux peinent à compenser cette régressivité et ceci plus particulièrement en Colombie et au Mexique.

2/ Les emplois formels en 2015, emplois publics inclus, varient de 30% des emplois totaux, en Bolivie à 37% au Pérou, 42% en Colombie, 53% au Brésil, 54 et 62% respectivement au Mexique et en Argentine et, à contrario, les emplois informels sont très importantsⁱⁱ. L'informalité, la pauvreté absolue ont baissé dans les années 2000, surtout dans les pays dirigés par des gouvernements progressistes, mais avec la crise récente, elle augmente de nouveau ainsi que la pauvreté surtout en Argentine et au Brésil, au Venezuela, profondément affecté par une crise économique sans précédent. Les dépenses sociales (santé, éducation, retraites) ont plus (Argentine, Brésil, Venezuela...) ou moins (Colombie, Mexique...) fortement augmenté, contribuant à la baisse structurelle de la pauvreté et à la quasi disparition de l'analphabétisme des jeunes. Mais avec la crise ou le ralentissement de la croissance, l'essor de la corruption dans la plupart des pays, le trafic de drogue, la violence augmente de nouveau ainsi que la pauvreté et les inégalités.

3/ Ces quarante dernières années se caractérisent enfin par une tendance à la stagnation de leur PIB par tête, plus particulièrement au Mexique. Il est insuffisant pour soutenir une croissance élevée et durable susceptible de faciliter une amélioration importante et durable de la situation sociale d'une grande partie de la population. Contrairement à une idée relativement partagée ces économies ont été peu ou pas émergentes, à l'exception de la première décennie des années 2000. Elles n'ont donc pas convergé ou peu vers le niveau de revenu par tête des pays avancés, contrairement à de nombreux pays asiatiques. Le Brésil, pays emblématique à la fois par son poids économique, par le rayonnement de la politique menée par le président Lula (2003-2011), par le résultat des dernières élections présidentielles conduisant l'extrême droite au pouvoir en 2019, ne connaît pas cette convergence. Son PIB par tête, mesuré à l'aune de celui des Etats-Unis, est approximativement le même qu'en 1960, même si dans les années 1960 - 1970 et dans la première décennie des années 2000 il s'en est rapprochéⁱⁱⁱ.

4/ La plupart de ces économies se sont reprimarisées, leurs exportations se composent de plus en plus de matières premières. Les comportements rentiers se sont accentués. Par contre, l'exportation de matières premières a accru sensiblement les recettes d'exportations de telle sorte que malgré le déficit croissant de la balance commerciale de produits industriels dans nombre de pays, la balance commerciale est restée souvent positive dans la plupart des pays, la contrainte externe s'éloignant d'autant.

5/ La reprimarisation s'est faite à la fois au mépris de l'environnement, une remise en cause des droits nouveaux obtenus par les populations indiennes de plus en plus renvoyées à leur statut de sous citoyens d'hier dans les pays andins, enfin une détérioration de la santé des paysans et des mineurs.

6/ La plupart des pays latino-américains sont peu intégrés dans les chaînes internationales de valeurs. La CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) distingue deux types d'intégration: par l'amont, qui mesure pour un pays donné la part des biens intermédiaires importés, incorporés dans ses exportations, et par l'aval, qui mesure la part des biens intermédiaires exportés par un pays qui sont incorporés dans les exportations d'autres pays. La participation par l'amont est de 11,4 % en 2000 et 10,7 % en 2011 au Brésil au lieu de respectivement 37,2 % et de 32,1 % pour la Chine. La baisse du ratio chinois est révélatrice de l'effort de la Chine pour intégrer ses lignes de production. La participation par l'aval est plus importante pour le Brésil (17,1 % en 2000 et 24,5 % en 2011) que pour la Chine (10,8 % et 15,6 %) car le Brésil exporte plus des matières premières vers la Chine qui les incorporent dans ses exportations^{iv}.

7/ Enfin, toutes les économies latino-américaines connaissent une désindustrialisation précoce, y compris le Mexique pourtant spécialisés dans l'exportation de biens manufacturés assemblés sur la quelle nous reviendrons. La désindustrialisation au Mexique concerne l'industrie dont la production est destinée essentiellement au marché intérieur et se manifeste notamment par un profond déséquilibre de ses échanges internationaux avec la Chine.

On ne peut comprendre ces évolutions si on ne tient pas compte du contexte international dans lequel elles se déroulent. Qu'elles soient relativement fermées commercialement (et ouvertes financièrement) ou davantage ouvertes, elles subissent certains des effets délétères de la globalisation, même si sur certains aspects, elles sont parvenues à s'en détacher lors des gouvernements progressistes de la décennie passée.

1. La globalisation n'est plus ce qu'elle était, l'Amérique latine est à un tournant

- Les termes « gagnants » et « perdants », sont souvent utilisés dans la littérature économique. Les nations qui « gagnent » seraient celles qui connaissent une augmentation de leur participation dans le commerce mondial et inversement. Quelques pays, surtout asiatiques, accroissent leur participation relative dans le produit intérieur brut mondial entre 1980 et 2018.

A l'inverse, les pays d'Amérique latine ont vu leur part décroître de plusieurs points. Si on se limite aux commerce international des produits manufacturés, en 2017, sur les dix premiers exportateurs mondiaux, seul le Mexique est présent (10^o place), le Brésil étant à la 30^o place tant pour les exportations que pour les importations selon l'OMC.

Autrement dit, la montée en puissance des exportations de matières premières de l'Amérique latine n'a enrayé que faiblement leur marginalisation relative.

Tableau 1: Commerce internationale de produits manufacturés, exportations et importations en milliards de dollars, rang et pourcentage par rapport au commerce mondial de ces produits, 2017

Pays	Rang	exportations	En %	Pays	Rang	importations	En %
Chine	1	2.125	16.8	EUA	1	1.874	14.8
Allemagne	2	1.263	10	Chine	2	1.152	9.1
EUA	3	1.127	8.9	Allemagne	3	887	7
Japon	4	604	4.8	Hong Kong	4	511	4
Corée du Sud	5	511	4.1	France	5	478	3.8
Mexique	10	333	2.6	Mexique	10	330	2.6
Brésil	30	77	0.6	Brésil	30	112	0.9

Source: Carta IEDI, n°892, 2018 à partir des données de l'OMC

Ouverture peu ou prou contrôlée, globalisation et fragmentation

Nous ne tirons pas de conclusions sur les avantages supposés du libre échange sur la croissance ainsi qu'on le fait souvent dans les institutions internationales. Celles-ci ont cru voir dans l'ouverture croissante aux échanges internationaux la cause du dynamisme de la croissance et à l'inverse la faible ouverture la cause première de la faible croissance en Amérique latine. Cette relation est contestée non seulement théoriquement, mais aussi factuellement. Dans leur approche théorique ainsi que dans leurs analyses descriptives, il manque une variable entre l'ouverture et la croissance: celle du rôle joué par l'Etat (Salama P, 2006, pour une présentation de la littérature, pages 87-112 et pour une analyse historique, voir Bairoch P., 2005). L'ouverture peut être contrôlée par une politique industrielle. C'est ce que firent et font encore les pays asiatiques. A l'inverse, l'ouverture, sans politique industrielle, sans contrôle, peut ne pas favoriser la croissance, c'est ce qui s'est passé au Mexique, par exemple.

Enfin, Limiter les pays à des nations n'est pas en soi pertinent. La globalisation s'accompagne de fragmentations territoriales. Elle produit en effet des conséquences négatives dans certaines régions au sein des nations, y compris celles qui sont apparemment gagnantes, et par ricochet sur des segments de classes sociales. En effet, les nations sont composées de territoires où se concentrent les gains venant de la mondialisation et d'autres où ce sont les pertes qui dominent. Dans les territoires qui gagnent avec la mondialisation la proportion de ceux qui connaissent une évolution favorable de leurs salaires est plus importante que dans les territoires qui perdent où se concentrent alors basse et moyenne qualification, faible salaires, menaces sur l'emploi et précarisation accentuée.

Cette évolution a deux causes essentielles: la première est la concurrence très forte des nouveaux pays émergents à bas salaires que ne compense pas un écart de productivité suffisant, la seconde est que les gains financiers ne viennent pas de « nulle part ». Ils sont pris sur la plus value et comme celle-ci peut être insuffisante pour satisfaire les appétits des actionnaires, la « solution » peut être trouvée dans une réduction relative de masse salariale dans la valeur ajoutée produite. Lorsque la croissance est faible, c'est alors un jeu à « somme nulle » qui tend à s'imposer: plus de profit, et au sein de ces profits, davantage destinés à la finance (dividendes, intérêts), et consécutivement moins

de salaire. L'un augmente, l'autre baisse de manière absolue. Lorsque la croissance est plus élevée, la hausse de la part des profits ne signifie pas nécessairement une baisse des salaires, mais une croissance plus faible par rapport aux profits.

A cette évolution des salaires et à leur dispersion croissante s'ajoute une augmentation des emplois à temps partiels et surtout une précarisation du travail. En Amérique latine, ces tendances ont été contrariées par des mesures politico-institutionnelles. Dans plusieurs pays, le salaire minimum a augmenté plus fortement que la productivité du travail. Ceci a permis une baisse des inégalités au sein de 90% de la population salariée – en faveur des plus pauvres et au détriment des classes moyennes- basses et moyennes -, les 10% restant voyant leurs salaires, et d'une manière générale leurs revenus, fortement augmenter.

Paradoxalement, la moindre ouverture latino-américaine s'est accompagnée d'une libéralisation de leur économie, l'Etat intervient moins sur le marché qu'il le pourrait, alors que la plus grande ouverture des pays asiatiques, mis à part Hong-Kong, s'est accompagnée d'une politique industrielle importante.

Comme quoi, ouverture et libéralisation sont deux choses distinctes. La faible ouverture ne signifie pas qu'il ne puisse pas y avoir d'effets de contagion, ou que celle-ci soit de moindre ampleur, lorsque survient une crise financière dans les pays avancés^v.

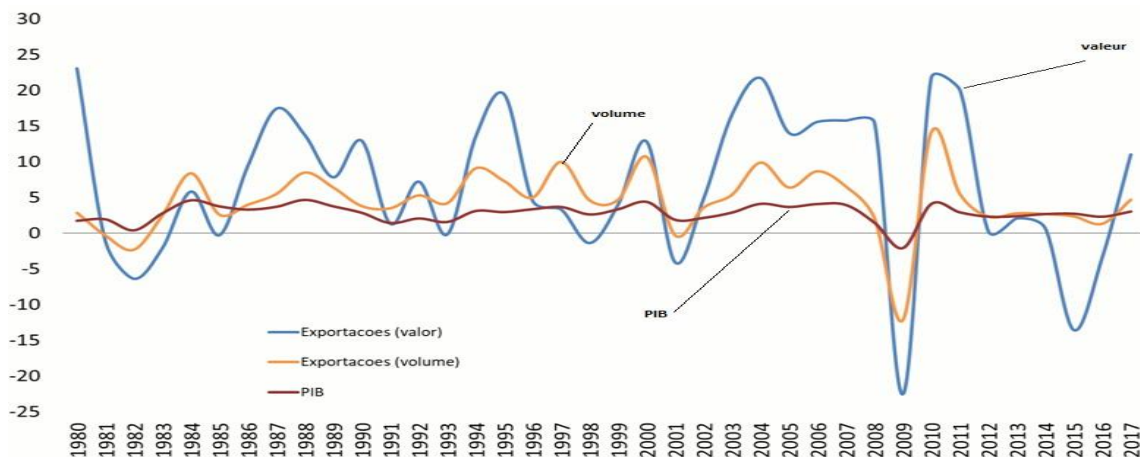
Avec la globalisation commerciale, la division internationale du travail a profondément changé. Certains pays du Sud, en Asie, sont devenus des ateliers du monde, d'autres, en Amérique latine, se sont à nouveau spécialisés dans l'exploitation de leurs ressources naturelles, à l'exception notable du Mexique et des pays l'Amérique centrale^{vi}.

Ils se sont reprimarisés. Les exportations de produits manufacturés s'élevaient à 51% de l'ensemble des exportations en 2006 au Brésil - 70% pour les importations-, les autres exportations étant composées de produits agricoles et de matières premières (mines et combustibles). Un peu plus de dix ans plus tard, en 2017, les exportations de produits manufacturés s'élèvent à 36% -74% pour les importations- (source IEDI, n°892, 2018). L'évolution est donc rapide et, de fait, elle a débuté dès la fin des années 1990. A l'inverse, au niveau mondial, les exportations de produits manufacturés s'élèvent à 70% de l'ensemble des exportations en 2017, auxquels il faut ajouter 12% correspondant à la catégorie « autres produits manufacturés, selon l'OMC. Enfin, 80% des exportations mondiales sont effectuées par les dix pays parmi lesquels on trouve le Mexique en queue de peloton

- Ampleur de la globalisation et mutation de ses formes.

a. Les exportations mondiales connaissent un rythme de croissance largement supérieur à celui du PIB mondial (figure 1).

Figure 1: taux de croissance du PIB mondial, des exportations mondiales, en valeur et en volume, 1980– 2017



Source: WTR/OMC

Dans les années 1990 et surtout 2000, on a assisté à un bouleversement de la division internationale du travail dans l'industrie mondiale grâce au développement de l'internet, à la baisse du coût des transports, et aux capacités de certains pays asiatiques d'adapter leur offre très rapidement aux brusques changements de la demande mondiale.

On est ainsi passé d'une relation entre deux acteurs à une relation entre un acteur, le donneur d'ordre et « n » acteurs situés dans différents pays, surtout au Sud mais également au Nord ce qui se traduit par un éclatement de la chaîne internationale de valeur.

Les échanges de biens industriels Sud – Sud se sont développés. Cependant, les pays latino-américains, en général, ont peu participé au processus d'éclatement de la chaîne de valeur. Ils restent relativement fermés à l'exception, dans une certaine mesure, du Mexique et quelques pays d'Amérique centrale.

Cependant, dans l'ensemble les pays latino-américains ont pu davantage s'ouvrir à l'extérieur sans que ne pèse la contrainte externe comme par le passé, grâce aux gains procurés par l'exploitation de matières premières vers la Chine principalement, ce qui leur a permis d'importer davantage de biens manufacturés. Cette phase semble terminée et les contraintes externes réapparaissent avec force dans des économies devenues moins industrialisées et plus vulnérables aux évolutions des volumes exportés et des prix des matières premières.

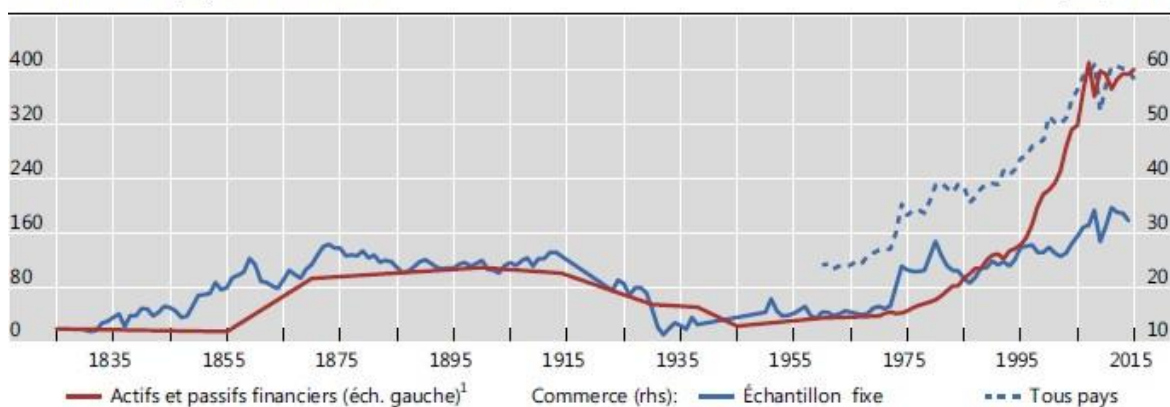
La globalisation financière a pris de l'ampleur. Elle ne connaît pas le même ralentissement que la globalisation commerciale. Elle est particulièrement importante depuis 1995 dans le monde et en Amérique latine depuis 2010 pour les investissements étrangers directs et les investissements de portefeuille, encore faible pour les dérivés financiers^{vii}.

Figure 2: Accélération de la globalisation financière

La seconde vague de la mondialisation économique a dépassé la première

En % du PIB des pays de l'échantillon

Graphique VI.2



¹ Avant 1970, se calcule en multipliant par deux les actifs financiers extérieurs

Sources : Federico et Tena-Junguito (2017) ; Lane et Milesi-Ferretti (2017) ; Obstfeld et Taylor (2004) ; Réserve fédérale : Flow of funds accounts ; Département du Trésor américain ; FMI : statistiques sur la balance des paiements ; Banque mondiale ; Département du Trésor américain ; analyse du McKinsey Global Institute ; calcul de la BRI

Avec l'ouverture croissante, l'emploi et le travail sont soumis à des contraintes externes de plus en plus élevées. L'emploi tend à devenir plus précaire et avec l'essor d'internet, l'ubérisation des activités devient de plus en plus importante sauf si une volonté politique de protéger davantage les salariés s'affirme. Ce fut le cas dans plusieurs pays latino-américains grâce à l'arrivée de gouvernements progressistes dans les années 2000 l'informalité a baissé, les salaires réels ont augmenté plus rapidement que la productivité du travail et la protection sociale s'est développée, au détriment il est vrai de la compétitivité. Aujourd'hui, avec le retour des droites, ces quelques acquis sont remis en question. Il reste que la précarité, le déclassement, croissant, comme nous l'avons vu et les inégalités de revenus augmentent. Jusqu'où de telles évolutions sont elles soutenables en termes politiques

b. Depuis 2008, la globalisation fléchit, la croissance des exportations mondiales ne dépassent plus nettement celle du Pib mondial, elle lui est parfois inférieure. C'est une nouvelle situation pour l'Amérique latine et un défi. Depuis 2008 la globalisation paraît s'essouffler. Les exportations mondiales croissent désormais à un rythme proche de celui du PIB mondial. Des mesures protectionnistes se multiplient depuis 2012. Avec, l'accession de Trump à la présidence des Etats-Unis (2017), elles pourraient à la fois être plus importantes et se généraliser.

La globalisation paraît céder le pas à la déglobalisation pour deux raisons: la première d'ordre technologique: il est possible de relocaliser la production de certaines activités dans les pays avancés grâce à l'essor de la révolution numérique, cette même révolution qui hier permettait de délocaliser plus facilement. La seconde raison tient aux effets délétères de la globalisation sur la cohésion sociale: davantage d'inégalités de revenus, emplois supprimés et mobilité réduite se traduit souvent un protectionnisme de plus en plus prononcé.

La guerre commerciale qui s'annonce est source de dangers multiples pour l'Amérique latine: les mesures annoncées par l'administration américaine appellent des contre mesures, lesquelles incitent à surenchérir. A la différence du jeu d'échec où les règles sont fixées et où les joueurs peuvent prévoir les réactions possibles à leur décision et les moduler en fonction de celles-

ci, ici les règles ne sont pas fixées et le « jeu » peut vite déraiser et ce d'autant plus que le « jeu » ne met pas face à face deux acteurs (Etats-Unis et Chine) mais plusieurs acteurs dont l'Europe, le Japon et bien sûr les autres pays : les effets sur les uns se répercutent sur les autres, soit directement – la Chine par exemple cherchant à trouver de nouveaux débouchés à ceux rendus plus difficiles aux Etats-Unis, soit indirectement via la baisse de la croissance, la montée du chômage, les crises politiques alimentant le populisme de droite. Affaiblie, l'Amérique latine est peu préparée pour faire face à tous ces défis, mais si on se réfère à son Histoire, elle peut retrouver des ressorts pour rebondir et trouver politiquement des solutions aux défis économiques qui l'agressent.

- 2. Une désindustrialisation précoce

Les taux de croissance du PIB sont légèrement plus élevés dans la première décennie des années 2000 que lors des années 1990, s'accompagnant d'une désindustrialisation plus ou moins prononcée selon les pays, surtout dans les secteurs produisant des biens sophistiqués, conduisant à terme à une spécialisation sur des biens pauvres en technologie, eux mêmes à terme menacés par la concurrence des pays à bas salaire.

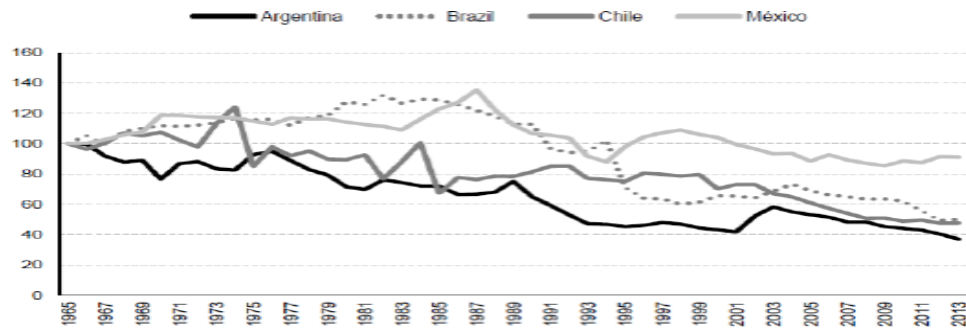
Passé un certain stade de développement, il est habituel de constater une baisse relative de la part du secteur industriel dans le PIB au profit des services, sans que pour autant il y ait nécessairement désindustrialisation. Le terme de désindustrialisation est en général réservé à une baisse absolue de la valeur ajoutée de l'industrie et/ou à une réduction relative du poids de l'industrie nationale dans l'industrie mondiale en économie ouverte.

En Amérique Latine, ce phénomène a tendance à intervenir beaucoup plus tôt que dans les pays avancés, d'où le recours au qualificatif « précoce » utilisé lorsque le revenu par tête au début du processus de désindustrialisation correspond à la moitié de celui des pays avancés au moment où il débute.

La part de l'industrie de transformation brésilienne dans l'industrie de transformation mondiale (en valeur ajoutée) est de 1,8% en 2005 puis en 2011 de 1,7% après avoir été de 2,7% en 1980, selon la banque de données 2013 de l'UNCTAD. Selon la même source, en Chine, cette part était de 9,9%, en 2005 et de 16,9% en 2011. Elle baisse donc relativement au Brésil alors qu'elle augmente fortement en Chine.

Les exportations de produits manufacturés régressent en termes relatifs au Brésil, passant de 53% de la valeur des exportations en 2005 à 35% en 2012, au profit des exportations de matières premières agricoles et minières et ce n'est que depuis février 2016 qu'elle croit à nouveau suite à la forte dévaluation et à la chute du cours des matières premières.

Figure 3: Désindustrialisation précoce en Argentine, au Brésil, au Chili et en au Mexique, Industrie, valeur ajoutée, indice 100=1965



Source: Castillo M. et Martins Neto A. (2016), « Premature desindustrialization in Latin America », *Cepal série Production Development* n°205, 1-23

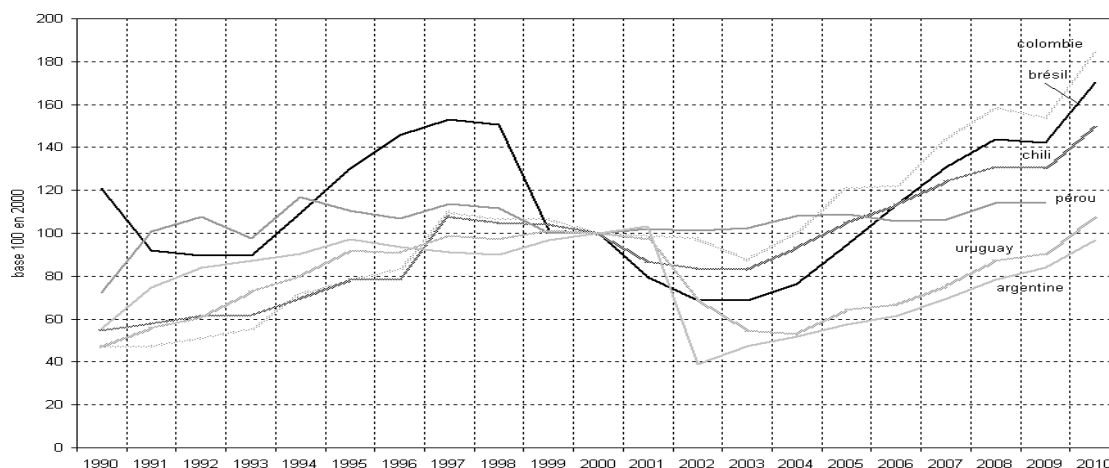
Au Brésil, au-delà du succès de quelques secteurs industriels comme l'aéronautique, l'automobile dans une certaine mesure, l'industrie pétrolière, la désindustrialisation se développe dès les années 1990 et s'accroît dans les années 2000 avec une perte relative de la compétitivité de l'industrie de transformation, à laquelle s'ajoutent des infrastructures de transport déficientes (chemins de fer, installations portuaires et aéroportuaires, routes), et des capacités énergétiques insuffisantes.

Le taux de change réel par rapport au dollar, le taux de salaire et la productivité du travail, réunies ces trois variables mesurent le coût unitaire du travail et son évolution. Ce dernier est un indicateur de la compétitivité de l'économie. Une compétitivité insuffisante se traduit par une baisse de rentabilité de certaines entreprises pouvant se traduire par leur élimination et le licenciement des salariés, et au final par un affaiblissement du tissu industriel.

Les données moyennes ne sont pas toujours pertinentes. La dispersion autour de la moyenne est particulièrement élevée dans les économies semi-industrialisées, davantage que dans les économies avancées. Les niveaux de productivité sont très différents selon les secteurs et au sein de secteurs, ainsi que les salaires à qualification équivalente, selon la taille des entreprises et leur nationalité. Le taux de change influe surtout sur les secteurs exposés mais différemment selon que la part des importations est plus ou moins importantes dans la production d'une marchandise.

Quoi qu'il en soit: en longue période, le taux de change a été fortement apprécié particulièrement au Brésil, le coût de la main d'œuvre s'y est fortement accru, surtout celui de la main d'œuvre peu qualifiée et la productivité du travail a très peu augmenté, surtout dans l'industrie où elle passe de l'indice 100 en Mars 2002 à un pic de 115,3 en septembre 2013 pour chuter à 105,6 en décembre 2015 (IBGE, dessaisonnalisé). L'ensemble de ces évolutions joue en défaveur de la compétitivité, favorise une désindustrialisation *via* une baisse de la rentabilité dans le secteur exposé à la concurrence internationale et constitue *in fine* un indicateur de crise potentielle.

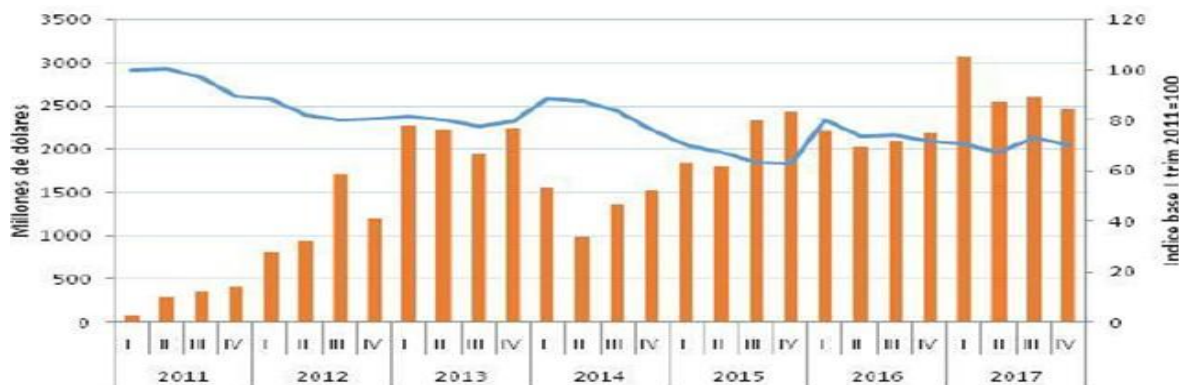
Figure 4: Coûts unitaires du travail dans les économies latino-américaines, 1990 – 2010



Source: Frenkel R. et Rapetti M. (2011): La principal amenaza de America Latina en la próxima década: fragilidad externa o primarizacion?, Working paper, CEDES, 1-30.

Cette désindustrialisation précoce s'explique ainsi dans la plupart des pays : 1/ par une tendance à l'appréciation du taux de change réel par rapport au dollar, entrecoupée de crises de change brutales, due soit à un excès de dollars (Brésil, *etc.*)^{viii}, soit à un différentiel élevé d'inflation avec les pays avancés couplé d'un maintien relatif du taux de change nominal (Argentine), soit enfin par des transferts massifs de revenus de travailleurs immigrés aux Etats-Unis (Mexique) ; 2/ par l'évolution du taux de salaire réel au-delà du taux de croissance de la productivité, lui-même faible.

Figure 5: Argentine: taux de change réel multilatéral (2011 = 100) et déficits de la balance des comptes courants en millions de dollars, 2011-2017

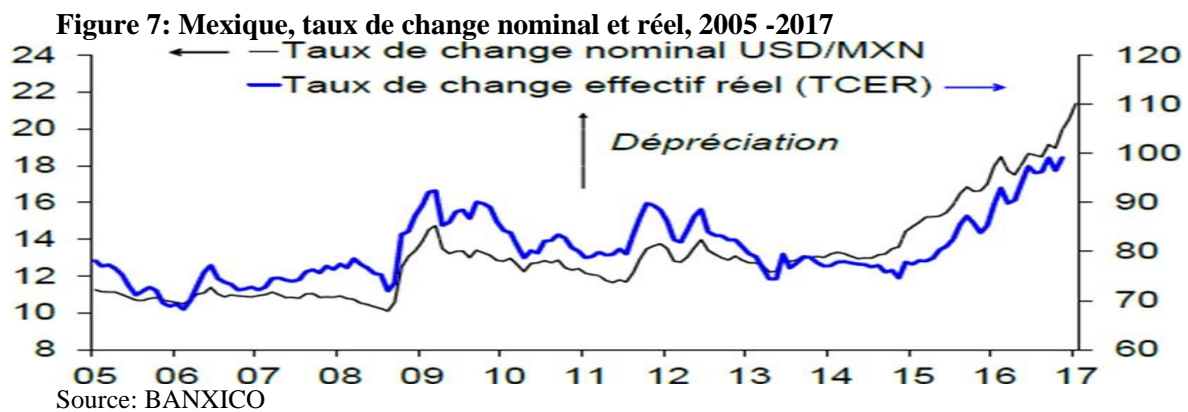


Source: Geres à partir des données de la BCRA, Afin de faciliter la lecture du graphique, rappelons qu'une courbe décroissante signifie une appréciation de la monnaie nationale. Les taux de change sont exprimés en termes réels afin de tenir compte des différentiels d'inflation.

Figure 6: Brésil, taux de change réel effectif, 1994=100, 1988 – 2018



Source : Bradesco



A lors que les pays d'Amérique latine restent figés dans un cadran caractérisé par une densité industrielle par tête faible et une part également faible de l'industrie (valeur ajoutée) dans le PIB, les pays asiatiques progressent en misant sur l'industrialisation fondée de plus en plus sur des produits de haute technologie et des exportations de produits complexes^{ix}.

- 3. Pourquoi l'industrie est-elle à privilégier?

Des économistes s'interrogent de la nécessité de privilégier l'industrie. Leurs arguments semblent être de bon sens. La croissance a été plus élevée au début des années deux mille qu'à la fin des années quatre vingt dix et après tout, ce qui importe c'est la croissance... que celle-ci provienne de l'exportation de matières première ou de tout autre secteur. Aussi, de ce point de vue, la reprimarisation des économies latino-américaines ne serait pas un mal : moins de dépendance malgré une hausse des importations de produits industriels, une restriction externe en voie de disparition (tant que l'essor des ventes en valeur de matières premières suit le même rythme), moins d'inflation grâce au double effet 1/ de l'appréciation de la monnaie nationale provoquant une réduction relative du prix des produits importés et 2/ de leur plus grande compétitivité se traduisant par des prix plus faibles.

A ces arguments on pourrait faire remarquer que la richesse qui vient de la rente est aléatoire et surtout n'est pas aussi structurellement solide que celle qui vient de l'exploitation de la force de travail, surtout si cette dernière se réalise à l'aide de technologies sophistiquées permettant de produire des biens complexes porteurs d'une insertion positive dans la division internationale du

travail. Elle tend à produire, via l'appréciation de la monnaie qu'elle suscite, une désindustrialisation. Il suffit que les rentes baissent pour que la dépendance externe, qu'on croyait hier disparue, réapparaisse avec force. La dévaluation – dépréciation de la monnaie nationale peut alors ne pas permettre une reprise suffisante des exportations industrielles en raison de l'affaiblissement du tissu industriel.

Un second argument plus sérieux doit être pris en considération. Qui a-t-il derrière le terme « industrie »? Au Brésil, l'industrie est composée de l'industrie de transformation et des industries extractives; en Argentine, on distingue la manufacture d'origine agricole de celle d'origine industrielle.

Lorsqu'on fait des comparaisons dans le temps, il convient de tenir compte des services qui hier étaient internes aux entreprises et qui depuis ont été externalisés et sont souvent comptabilisés à présent dans les services. Aussi faut-il comparer à périmètres équivalents, ce qui n'est pas toujours aisé lorsque n'est pas indiquée la méthodologie. Pour des raisons de commodité, nous considérons ici l'industrie de transformation tout en ayant à l'esprit qu'il est de plus en plus difficile de ne pas inclure les ICT surtout avec la 4^e révolution industrielle, dite numérique, qui prend de l'ampleur.

Que ce soient les travaux de Kaldor, de Vervoorn sur la relation entre les taux de croissance de l'industrie et de la productivité du travail, ceux d'Hirschman sur les effets d'entraînement en amont et en aval de l'industrie et de ses secteurs les plus dynamiques, ou bien ceux encore de Thirwall sur les limites de la croissance lorsque les capacités d'importation des autres pays jouent comme contraintes à l'essor de ses exportations, tous montrent le rôle stratégique de l'industrie pour la croissance, et sa capacité à générer des emplois dans les autres secteurs.

Lorsqu'on met en rapport les différents secteurs, classés selon l'importance relative de la formalité de leurs emplois, et le nombre d'emplois indirects créés, on observe qu'en Argentine en 2013 pour un emploi direct créé dans l'industrie, 2,45 emplois indirects ont été créés, bien plus que dans le commerce, la restauration ou bien la construction civile où prédominent les emplois informels selon Coatz D. et Scheingart D^x

D'une manière plus générale, selon Berger T. Chen C. et Frey C.B., 2017^{xi}, les emplois créés indirectement dans le secteur des services grâce à la création d'un emploi d'un salarié « qualifié » de l'industrie manufacturière, seraient beaucoup plus élevés dans les pays émergents qu'aux Etats-Unis car les inégalités de revenus y sont plus élevées ainsi que la propension à consommer, tout au moins dans les deux pays latino-américains analysés par les auteurs (Brésil et Mexique). Les couches aisées de la population dépensent alors davantage en services, ce qui génère des emplois en plus grand nombre.

L'augmentation de la demande des ménages, consécutive à l'augmentation de leur pouvoir d'achat, est de plus en plus satisfaite par l'importation de produits industriels, rendue possible par le desserrement de la contrainte externe, et ce au détriment de l'offre nationale moins compétitive. L'augmentation des salaires réels, nécessaire compte tenu de l'ampleur des inégalités, aurait pu ne pas avoir cet effet négatif si une politique industrielle en faveur de l'augmentation de productivité du travail avait été décidée, et si les gouvernements avaient favorisé une dépréciation contrôlée de leur taux de change, à l'égal de ce qui fut fait en Chine.

De tels modèles sont devenus insoutenables. La reprimarisation des économies conduit le plus souvent à des dégâts irréversibles sur l'environnement, sur les modes de vie et la santé des populations environnantes. Elle produit naturellement une appréciation de la monnaie nationale, vecteur d'une désindustrialisation et d'une vulnérabilité économique et sociale accrue.

Aussi le modèle à suivre, passe par un renforcement de l'industrie grâce à un soutien conséquent aux secteurs de haute technologie, ce qui implique des efforts conséquents en recherche développement, à l'égal de ce que font des pays comme la Corée du sud. L'hypothèse de ce travail est que seule l'industrie, comprise au sens large – incluant donc les services dits dynamiques – offre des possibilités de sortie par le haut de la crise qui les affecte. Elle seule peut permettre d'assurer une intégration positive dans la division internationale du travail. Mais s'orienter dans cette direction, c'est affronter les comportements rentiers. Des possibilités de rebond existent mais pour qu'elles puissent être durables, il ne faut pas qu'elles reposent exclusivement sur des dévaluations massives même si celles-ci sont nécessaires.

Les capacités de rebond existent, mais elles sont de plus en plus faibles. Une reprise durable de la croissance est possible si parallèlement des efforts conséquents pour améliorer la productivité du travail sont entrepris. Elle passe par un renforcement des secteurs porteurs d'avenir et non par leur affaiblissement. Il faut également que la demande interne soit plus dynamique et que la compétitivité soit accrue afin que l'accroissement de la demande ne soit pas satisfaite par les seules importations.

Cela semble un oxymore. C'est pourtant la seule voie pour sortir durablement de la crise et ou du ralentissement économique. La réduction des inégalités devrait passer par une réduction des inégalités sociales qui devrait permettre d'impulser la demande. Cette réduction des inégalités pourrait se faire par une réforme fiscale « progressive ». Passer d'un système fiscal régressif à un système fiscal progressif serait une révolution et présuppose que nombre de conflits soient résolus. C'est dire la difficulté. Pour éviter que l'accroissement de la demande conduise à une augmentation des importations, il faudrait à la fois dévaluer la monnaie, empêcher qu'elle se réapprécie par des mécanismes de stérilisation, et définir une politique industrielle qui permette d'accroître la productivité du travail. Le chemin est escarpé, c'est le seul possible.

4. Les effets de la reprimarisation, de la globalisation sur le développement durable et la distribution des revenus.

A. Quid du développement durable?

L'Amérique latine est particulièrement riche en matières premières contrairement aux pays asiatiques. La croissance élevée de ces derniers entraîne une augmentation des importations des biens primaires dont ils sont insuffisamment pourvus. Celle-ci suscite une hausse plus ou moins régulière de leur prix pouvant se transformer en une baisse à certains moments. C'est à cette demande croissante de matières premières qu'ont répondu des pays latino-américains. Ce faisant ils se sont de nouveau spécialisés dans la production et l'exportation de ces biens et donc reprimarisés.

En Amérique latine, la reprimarisation des principales économies utilise des produits et des techniques de pointe. Elle entraîne des dégâts environnementaux importants, qu'ils soient dus à l'utilisation de pesticides et d'herbicides à grande échelle ou à l'exploitation des « mégamines ».

Soja et développement durable

En 2010, 66% des terres cultivées sont consacrées à la culture du soja au Paraguay, 59% en Argentine, 35% au Brésil, 30% en Uruguay et 24% en Bolivie, au détriment d'autres cultures. En 2012 -2013 en Argentine par exemple, les surfaces consacrées à la culture du soja occupent 19,6 millions d'hectares, celles du maïs 4,1 millions d'hectares et celles du blé 3,9 millions d'hectares. La conquête de nouvelles terres pour l'exploitation du soja passe par la déforestation. Celle-ci est particulièrement prononcée au Paraguay: 90% des forêts ont disparu ces cinquante dernières années, un peu moins forte dans les autres pays et menace de plus en plus la forêt amazonienne. L'utilisation des OGM est massive, on considère qu'en Argentine 50% des activités agricoles utilisent des produits transgéniques, ce chiffre s'élève à 90% pour la culture du soja. Les modes actuels d'exploitation des matières premières agricoles (OGM, pesticides, etc.) sont à l'origine de nombreuses maladies, d'épuisement rapide des sols, de dégâts collatéraux sur les autres cultures et nécessitent de plus en plus de nouveaux produits transgéniques, les plantes résistant de moins en moins aux herbicides, insecticides et aux fongicides utilisés, augmentant ainsi considérablement les coûts d'exploitation du soja et des autres cultures, et éliminant de ce fait les petits et moyens agriculteurs au profit des très grandes exploitations. Ces modes d'exploitation génèrent des déséconomies externes massives dans la mesure où on ne tient pas compte des surcoûts induits (pollution, utilisation massive des eaux, dégradation des fleuves, érosion des terres et pertes de la biodiversité et surtout santé de la population environnante).

Le secteur minier latino-américain attire aujourd'hui, selon la Banque Mondiale, un tiers des investissements internationaux consacrés à ce secteur. Les « mégamines » concernent le charbon, la bauxite, le fer et de plus en plus le cuivre (au Chili), l'étain, l'argent, l'or, le plomb (Perou^{xii}, etc.) auxquels s'ajoutent des métaux rares comme le lithium (en Bolivie), des produits énergétiques comme le pétrole (au Brésil, au Venezuela, en Equateur, etc.), et le gaz de schiste en Argentine, richement dotée. L'exploitation des « mégamines », peu ou pas réglementée, modifie la morphologie des terrains, change l'environnement, produit une contamination de l'air, affecte la qualité des eaux de surface, contamine les nappes phréatiques, détruit les sols, a un impact sur la flore et sur la faune. Les populations vivant sur les terres consacrées à ces exploitations minières, le plus souvent indiennes, soit migrent vers les villes, soit connaissent une détérioration rapide de leur santé. Enfin, cette exploitation viole leurs droits à vivre sur des terres ancestrales. Pour caractériser cette nouvelle étape, M.Svampa, 2013^{xiii}, la désigne comme « *Consensus des Commodities* » (matières premières), consensus succédant à celui de Washington.

Dans les pays andins, la dégradation de l'environnement a lieu dans « un paysage » spécifique d'un triple point de vue. Géographique: c'est là où il y a une forte concentration d'Indiens. Social: les populations indiennes sont parmi les plus pauvres d'Amérique latine, le développement y ayant été particulièrement exclusif. Politique: exclus *de facto*, les Indiens ne se reconnaissent pas dans la Nation, et à *fortiori* dans l'Etat-Nation qui s'impose à eux. C'est ce qui explique l'actualité des approches aujourd'hui en termes d'Etat plurinational. L'exploitation des matières premières ne peut plus se faire à l'ancienne, en excluant des populations entières de l'exercice de leur citoyenneté.

Une politique prenant en considération l'ensemble des piliers définissant le développement durable (environnement, économique, social) n'est guère facile à concevoir sans susciter des conflits d'intérêt.

Le développement durable entraîne en effet dans son sillage plusieurs questions essentielles concernant le « *buen vivir* »:

1/ Doit-on sacrifier le présent au nom d'améliorations futures, plus précisément doit-on accepter que les droits des Indiens, leurs conditions de vie, leur santé, leurs cultures et la symbolique dans laquelle elles s'exercent, soient partiellement ou totalement amputés parce que les ressources financières procurées par l'exploitation des mines, la construction de routes pour transporter les matières premières, pourraient financer des dépenses en éducation, en infrastructure, en santé dont ces populations, pauvres aujourd'hui, ont fortement besoin pour dépasser leur pauvreté de manière durable ? Conflit entre présent et futur qui, dans ce cas, prend une valeur particulière en raison du passé d'exclusion dont ont souffert ces populations et des engagements plus ou moins nets des gouvernements de rompre avec ce passé.

2/ Peut-on concevoir le développement durable en respectant la logique capitaliste compte-tenu des particularités de la situation des Indiens et des dégâts qu'entraîne l'exploitation des mégamines, dégâts incluant l'ensemble des dimensions écologiques, sanitaires, sociales et culturelles. Plus précisément doit-on s'inspirer d'une approche étatiste, mais alors quid de la pluri-nationalité?, ou bien d'une approche qui n'accepte pas la modernité en ce qu'elle a d'asservissement, d'effets de domination pour insister sur la décentralisation, les pouvoirs locaux, un rejet de la marchandisation pleine et entière, un respect de l'écologie et une aspiration vers la décroissance (Carbonnier G et alii, 2018^{xiv}). Dans les faits, au-delà des promesses, c'est la position développementiste qui s'est imposée au détriment des intérêts immédiats des populations indiennes^{xv}.

B. La globalisation a des effets sur le volume de l'emploi (temps plein versus temps partiels en augmentation), la structure des emplois (basse qualification versus haute qualification), les formes d'emploi (précarité voire *ubérisation*, désaffiliation) et sur la distribution des revenus du travail (déformation de la courbe de Lorentz^{xvi}). L'insertion dans la division internationale du travail peut conduire à un processus de déclassement lorsque sont privilégiées les activités de rente au détriment des de celles exigeant une qualification importante. Ces évolutions peuvent être contrariées par les politiques économiques suivies par les gouvernements. Elles l'ont été, en partie, en Amérique latine.

Les données officielles sur la distribution des revenus montrent que la part dans le revenu des 1% les plus riches croit dans les pays avancés mais fléchit dans les pays émergents latino-américains, à l'inverse, celle des 40% les plus pauvres baisse dans les premiers et augmente dans les seconds. On sait aujourd'hui que la réalité est plus complexe. Il n'est pas sûr que les inégalités aient baissé en Amérique latine ces vingt dernières années, il est certain que trente à quarante pour cent de la population la plus modeste a vu son revenu relatif augmenter. De ce fait, la pauvreté absolue a baissé de manière plus ou moins importante selon les pays. Mais, il est certain que le revenu des 1% le plus riches a augmenté de manière relative, comme dans les pays avancés, démentant les affirmations des gouvernements. Enfin, il est certain que les couches moyennes basses et moyennes ont connu une détérioration relative de leur niveau de vie. Ces évolutions sont beaucoup plus prononcées que dans les pays avancés. Certaines d'entre elles ont été *niées*, particulièrement au Brésil y compris par nombre d'intellectuels, vantant l'avènement d'un pays de classes moyennes (ce qui est relativement inexact), la baisse de la pauvreté (ce qui est exact) et la réduction relative des revenus des plus riches (ce qui est erroné), le discours devenant alors inaudible.

Avec la reprimarisation de l'économie et consécutivement la désindustrialisation, la demande de travail qualifié proposée par les entreprises est ainsi devenue relativement plus rare, en deça de l'offre des jeunes issus de l'école et des universités. En d'autres termes, la reprimarisation a favorisé la création d'emplois non qualifiés alors même que la qualification augmentait, d'où un déclassement réel et ressenti encore plus vivement par les jeunes accédant au statut des classes moyennes. Les données sont éloquentes: 38% des salariés ayant suivi un enseignement supérieur complet occupent des emplois moins qualifiés que ceux auxquels ils

auraient pu prétendre, ce pourcentage s'élève à 44% pour la tranche d'âge de 24 à 35 ans. Ces pourcentages étaient inférieurs en 2012: 33,4% et 38,4% respectivement au Brésil (O Valor 13 dec. 2018, selon les données de l'IPEA et de la PNAD, voir Salama P., 2012, Rocha S., 2014, Amarante V. et Colacce M., 2018, p.24)^{xvii}. La baisse des inégalités des revenus du travail peut cacher une réduction relative de la part des revenus des classes moyennes-basses et moyennes.

- Le marché du travail explique l'essentiel de la baisse des inégalités de revenus du travail, de la tolérance mais aussi des frustrations et des colères à venir (Salama P., 2012, Rocha S., 2014, Amarante V. et Colacce M., 2018, p.24)^{xviii}. Celle-ci vient pour l'essentiel de la hausse relative des revenus de 40% les plus pauvres de la population mais cette réduction des inégalités des revenus du travail cache le plus souvent une réduction relative de la part des revenus des classes moyennes-basses et moyennes.

Plus précisément, l'indexation du salaire minimum sur l'inflation et la croissance du PIB comme c'est le cas au Brésil est en effet, à la fois, la cause principale de réduction de la pauvreté et celle des inégalités de salaires et de revenus. La conjonction de la hausse du salaire minimum et l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail, elle-même générée par le choix de favoriser la reprimarisation de l'économie, expliquent l'essentiel de la modification de la distribution des revenus du travail.

L'offre et la demande de travail connaissent une évolution en *ciseau* dans la plupart des pays. L'offre de travail est de plus en plus qualifiée grâce à un allongement de la durée des études. A l'inverse, la demande de travail l'est moins pour deux raisons: a/ L'industrie de transformation perd de l'importance en terme relatif. Le poids des branches caractérisées par un bas niveau technologique croît relativement alors que celui de haute et de moyenne haute technologie décline relativement.

Les entreprises utilisant des techniques peu sophistiquées tendent à privilégier les emplois non ou peu qualifiés à l'inverse des autres; b/ Le secteur des services et du commerce, secteurs naturellement abrités de la concurrence internationale, absorbe de plus en plus d'emplois et ces derniers, mis à part certains secteurs, utilisent également davantage d'emplois peu qualifiés. Il ressort de ce ciseau entre offre et demande d'emplois un processus de désaffiliation et de déclassement. Un salarié qualifié ayant un emploi ne correspondant pas à sa qualification perçoit un salaire supérieur à celui qu'il aurait eu s'il avait été à l'école moins longtemps. Les personnes ayant suivi davantage d'années d'étude, par rapport à celles qui en ont suivi moins, gagnent certes davantage mais l'écart entre les revenus de ces deux catégories se réduit, à l'exception des plus hautes tranches.

Avec la reprimarisation de l'économie et consécutivement la désindustrialisation, la demande de travail qualifié proposée par les entreprises est ainsi devenue relativement plus rare, en deçà de l'offre des jeunes issus de l'école et des universités. En d'autres termes, la reprimarisation a favorisé la création d'emplois non qualifiés alors même que la qualification augmentait, d'où un déclassement réel et ressenti encore plus vivement par les jeunes accédant au statut des classes moyennes.

Conclusion, un futur peu prometteur sauf si...

L'Amérique latine n'a pas connu de miracle économique. La reprimarisation de leurs économies a entraîné une plus grande vulnérabilité et a accentué une désindustrialisation précoce. La pauvreté a diminué – il s'agit d'une mesure en terme absolue, ce qui signifie qu'elle aurait pu disparaître – mais les revenus relatifs des couches moyennes-basses et moyennes ont baissé, suscitant à terme une frustration. Les catégories les plus riches se sont enrichies et quand la crise est arrivée, les

partis progressistes ont été d'autant plus facilement désignés comme boucs émissaires qu'ils avaient niés l'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement relatif d'une grande partie des couches moyennes, et qu'ils étaient atteints, à l'égal des autres partis, par la gangrène de la corruption. Le présent est préoccupant, les perspectives futures sont-elles meilleures? La réponse n'est guère optimiste sauf si...

La diffusion des nouvelles technologies de par le monde est plus rapide que par le passé mais elle est également plus inégale entre les Nations et au sein de celles-ci. Elle est moins rapide en Amérique latine, y compris dans les pays les plus puissants du sous-continent américain comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine ou la Colombie et le Chili. De ce point de vue, l'Amérique latine accentue son retard par rapport aux grands pays asiatiques et aux pays avancés. Elle est inégale. Certaines entreprises adoptent rapidement de nouvelles technologies, d'autres soit freinent leur adoption, soit s'avèrent incapables de le faire suffisamment vite. La dispersion des niveaux de productivité, déjà fort élevée, dans le secteur industriel, défini au sens large, s'accroît.

Il est fort à craindre que croissent les inégalités de revenus du travail (mesurées en salaire moyen) entre les entreprises, celles qui adoptent ces technologies et celles qui ne le font pas à la hauteur des nécessités pour rester compétitives. A ces inégalités croissantes entre les entreprises s'ajoutent celles générées par l'utilisation de ces technologies. Les emplois routiniers sont pour partie, remplacés par une automatisation accrue dans certains secteurs, ce qui entraîne une bipolarisation des emplois (très qualifiés – peu qualifiés) de nature à produire une accentuation d'une bipolarisation des revenus du travail.

Les révolutions industrielles n'ont pas abouti à moyen terme à une hausse du chômage parce que précisément nombre d'emplois ont été créés pour fabriquer de nouvelles machines. Si on ne produit pas ces machines - c'est le cas de l'Amérique latine - alors le risque de ne pouvoir éviter une hausse du chômage est réel.

Dans la mesure où l'Amérique latine a pris du retard, ces effets tardent à apparaître même si dans certains secteurs comme l'industrie automobile ou la finance, ils commencent à se manifester. Mais même si cette diffusion se fait plus lentement qu'ailleurs, elle tend à s'accroître et ces effets apparaîtront plus nettement. A la différence des pays avancés et de quelques pays asiatiques, l'Amérique latine est consommatrice de ces technologies qu'elle ne produit pas, fût-ce partiellement. Aussi les opportunités d'emplois créées par la production de ces technologies sont rares, reste seulement celles générées par leur utilisation. Aussi, il est possible que les activités dites informelles enflent, résultat cette fois de l'incapacité relative de créer suffisamment de nouveaux emplois dans les secteurs à productivité croissante^{xix}.

La révolution numérique est en cours, on ne saurait la freiner, et de même qu'hier avec la révolte des luddites britanniques ou des canuts de Lyon, ce serait une erreur de voir dans une révolution technologique la cause de la perte des emplois détruits par le machinisme et le progrès technique.

Force est de constater que les pays latino-américains sont passés à côté de la nouvelle révolution industrielle en adoptant une attitude relativement passive face à la globalisation et aux rentes qu'ils pouvaient en tirer. Cette voie de facilité est à abandonner. Les limites des modèles rentiers sont atteintes. L'heure est à une nouvelle manière de s'insérer dans la division internationale du travail. Cela passe par de nouvelles alliances de classes, seules capables d'assumer politiquement une réforme fiscale conséquente, une distribution des revenus moins inégale, une politique industrielle moins clientéliste.

Bibliografía

Abeles, M., Pérez Caldentey, E. et Valdecantos, S. (2018). *Estudios sobre financiarización en América Latina*. Santiago: CEPAL.

Amarante V. et Colacce M. (2018). Más o menos desigualdades? Una revision sobre la desigualdad de los ingresos a nivel global, regional y nacional. *Revista de la Cepal*, (124), 7-34.

Berger, T., Chen, C. et Frey, C. B. (2017). Cities, Industrialization and Job Creation: Evidence From Emerging Countries. *Mimeo, Oxford Martin School*. https://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/JEG_Manuscript.pdf

Carbonnier, G., Campodónico, H. et Tezanos Vázquez, S. (Eds.). (2017). Alternative Pathways to Sustainable Development: Lessons from Latin America. *International Delopment Policy*, (9).

<https://www.econstor.eu/bitstream/10419/178420/1/9789004351677.pdf>

Coatz, D. et Scheingart, D. (2016). La industria argentina en el siglo XXI: entre los avatares de la coyuntura y los desafíos estructurales. *Boletín Informativo Techint*, (353).

Luque, C., Silber, S., et Zagha, R. (14 fevrier 2019). Retomar o crescimento deve ser objetivo central. *O Valor Económico*. <https://valor.globo.com/opiniaio/coluna/retomar-o-crescimento-deve-ser-objetivo-central.ghtml>

Hausmann, H. et al. (2014). *The Atlas of Economic Complexity, Mapping Paths to Perspectives*, Center for International Development, Harvard University, Harvard Kennedy School, Macro Connections MIT Media Lab.

OCDE, CAF et CEPAL. (2016). *Latin American Economic Outlook 2016: Towards a New Partnership with China*. https://www.oecd-ilibrary.org/development/latin-american-economic-outlook-2016_9789264246218-en

Rocha S. (2014). *Allocations sociales et pauvreté au Brésil*. Paris: Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.

Salama, P. (2012). *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*. Paris: Ediciones Armand Colin.

Salama, P. (2018). Nuevas tecnologías: ¿bipolarización de empleos e ingresos del trabajo? *Revista Problemas del Desarrollo*, 49(195), 3-25.

Schteingart, D. (2018). El rompecabezas del mercado laboral latinoamericano. *Nueva Sociedad*, (275), 92-105.

Svampa, M. N. (2013). Consenso de los commodities y lenguages de valoración en América Latina. *Nueva Sociedad*, (244), 30-46.

Tooze, A. (2018). *Crashed, comment une décennie de crise financière a changé le monde*, Paris: Les Belles Lettres.

ⁱ Professeur émérite Université de Paris XIII, CEPN-CNRS UMR 7234, dernier livre, 2014, *Des pays toujours émergents?*, édition La documentation française, collection : Doc en poche, place au débat, sous presse, avec

Mylène Gaulard, 2019, *Economie politique de l'émergence, l'Amérique latine*, collection repère, édition La découverte. En hommage et en référence à l'article de Diaz Alejandro C., 1985: «Good by financial repression, hello financial crisis», *Journal of Development Economic*, vol 19, n°1, 1-24

ⁱⁱ Schteingart D (2018) «El rompezadas del mercado laboral latinoamericano», *Nueva sociedad* n°275, 92-106

ⁱⁱⁱ Carlos Luque, Simão Silber e Roberto Zagha, 2019, «Retomar o crescimento deve ser objetivo central», *O Valor*, 14 fevrier

^{iv} OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), CAF (Corporacion Andinade Fomento) et CEPAL (2016), Latin American Economic Outlook (2016), *Towards a New Partnership with China*.

^v On a pu l'observer en 2008-2009. La crise financière dans les pays avancés a provoqué un «*credit crunch*» (un manque de liquidité important), aussi les filiales des entreprises multinationales ont rapatrié une part importante de leurs profits pour suppléer au manque de liquidité des entreprises mères dans les pays avancés, traduisant ainsi une mutation de l'économie mondiale. Les fondamentaux des pays émergents latino-américains, fussent-ils relativement bons, leur faible degré d'ouverture, ne sont pas des remparts suffisants face aux «*solidarités*» des bilans des entreprises transnationales (filiales et mère). Voir Tooze A., 2018, *Crashed, comment une décennie de crise financière a changé le monde*, Les belles lettres.

^{vi} Le Mexique s'est spécialisé dans l'exportation de produits manufacturés à destination essentiellement des Etats-Unis et du Canada. Cependant, à la différence de nombre de pays asiatiques, le Mexique et les pays d'Amérique centrale se sont cantonnés pour l'essentiel à des activités d'assemblage à l'exception en partie de certains secteurs comme l'industrie automobile où le nombre d'équipementier a augmenté grâce, non pas à une politique industrielle mais à la venue d'entreprises transnationales. L'ouverture croissante n'a pas eu d'effets positifs sur la croissance, les effets multiplicateurs sur le PIB étant de ce fait faibles ce qui explique que parmi les grands pays latino-américains, il ait été celui dont la croissance a été la plus faible ces vingt cinq dernières années. La complexification de son tissu industriel est également faible et ou/bien apparente et trompeuse.

^{vii} Voir Abeles M, Perez Calvantey E, Valdecantes S, 2018, *Estudios sobre financiarizacion*, Cepal

^{viii} Provoquée à la fois soit par l'afflux net de dollars consécutif à la *bonanza* venant de la vente de matières premières et aux entrées de capitaux, soit à des transferts de revenus des immigrés aux Etats-Unis (Mexique pour la période antérieure à 2012).

^{ix} La complexité d'une économie dépend de l'effort effectué en recherche développement, plus celui-ci est élevé, plus la probabilité que l'économie puisse produire des produits complexes est élevée. Les exportations ont deux caractéristiques: leur ubiquité et leur diversification. L'ubiquité dépend de la rareté, laquelle dépend soit des ressources naturelles que le pays a ou n'a pas, soit de la capacité à produire des biens sophistiqués que seuls quelques pays peuvent faire. Afin d'isoler cette dernière et construire un indicateur de complexité, on cherche à utiliser la diversité des exportations pour mesurer le degré d'ubiquité et donc de complexité. Donnons un exemple: le Pakistan et Singapour ont un PIB semblable et exportent chacun 133 grands produits, la diversité de leurs exportations est donc semblable, mais les produits exportés par le Pakistan le sont également par 28 autres pays, dont les exportations sont par ailleurs peu diversifiées. Tel n'est pas le cas de Singapour: seuls 17 autres pays exportent des produits semblables aux siens et leurs exportations sont très diversifiées. Le degré de complexité de l'économie de Singapour est donc plus élevé que celui du Pakistan, dont le revenu par tête est largement inférieur. A partir de ces deux variables diversité et ubiquité, on peut construire un indicateur. Le degré de complexité des exportations latino-américaines est faible et décroissant, à l'inverse de ce qu'on observe dans de nombreux pays asiatiques. Hausmann, Hidalgo et alii (2014), *The Atlas of Economic Complexity, Mapping Paths to Perspectives*, Center for International Development, Harvard University, Harvard Kennedy School, Macro Connections MIT Media Lab.

^x Coatz D. y Scheingart D. « La industria argentina en el siglo XXI: entre los avatares de la coyuntura y los desafíos estructurales », *Boletín informativo Techint* N°353, 2016, pp. 61-100, p.37

^{xi} Berger T.Chen C et Frey CB, 2017: « Cities, Industrialization and Job Creation: Evidence from Emerging Countries », *mimeo, Oxford Martin School*, p. 1-25.

^{xii} Le Pérou est devenu le premier producteur mondial d'argent, le troisième pour le cuivre derrière le Chili et la Chine, le troisième pour l'étain derrière la Chine et l'Indonésie, le quatrième pour le plomb et le sixième pour l'or. A ces matières premières s'ajoutent le pétrole et depuis peu le gaz. Les exportations de produits miniers, de pétrole et de gaz.

^{xiii} Svampa. M, 2013, « Consenso de los commodities y lenguajes de valoración en America Latina », *Nueva Sociedad*, n°244, 30-46.

^{xiv} Carbonnier G , Campodonico H. et Tezanos Vazquez S., 2017, Alternative Pathways to Sustainable Development : Lessons from Latin America, in *International Development Policy*, n°9 ed.Brill/Nijhoff

^{xv} L'exemple emblématique est celui fourni par le projet « Iniciativa Yasuní-ITT » (2007 - 2013) en Equateur. Les promesses n'ayant pas été respectées au niveau international, le gouvernement décida en 2013 d'entreprendre les travaux pour l'exploitation du pétrole, ou bien encore l'opposition des communautés indiennes en Bolivie contre le projet de construction d'une route coupant territoire indiens et parc national Isiboro – Sécuré (TIPNIS).

^{xvi} Le croisement des ordonnées (les pourcentages de la population) et des abscisses (les pourcentages du revenu distribué) définit une ligne courbe nommée *courbe de Lorenz*. Celle-ci représente la distribution personnelle des revenus.

^{xvii} Salama P., 2012, *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, édition Colin. ; Rocha S., 2014, *Allocations sociales et pauvreté au Brésil*, ed.FMSH; Amarante V. et Colacce M., 2018: « ¿Más o menos desigualdades? Una revisión sobre la desigualdad de los ingresos a nivel global, regional y nacional» *Revista de La Cepal*, n°124, 7-35.

^{xviii} Salama P., 2012, *Les économies émergentes latino-américaines*, ed A. Colin; Rocha S., 2014, *Allocations sociales et pauvreté au Brésil*, ed. FMSH; Amarante V. et Colacce M., 2018: «Mas o menos desigualdades? una revision sobre la desigualdad de los ingresos a nivel global, regional y nacional» *Revista de La Cepal*, n°124, 7-35.

^{xix} Salama P., 2018, «Nuevas tecnologías: ¿bipolarización de empleos e ingresos del trabajo?» *Revista Problemas del desarrollo*, Mexico, 1-24.